

La Jeune Garde

Organe des Jeunesses Socialistes de la Seine (S. F. I. O.)

Biménel paraissant le Jeudi

Les Jeunesses Radicales (sic) ont édité une affiche intitulée "Réponse à une Hypocrisie". "L'Hypocrisie" c'est la lettre commune des J.S. et des J.C. de Paris à Daladier. Mais ...

Messieurs les Radicaux...

... L'HYPOCRISIE C'EST VOTRE MARCHANDISE !

Pour l'Espagne

SOUTIEN ou PROTECTORAT

CONTRAIREMENT aux démocraties bourgeoises, l'U. R. S. S. ne se paie pas de mots. La non-intervention n'étant observée de personne, l'U. R. S. S. intervient en Espagne. Ce faisant, elle apporte sa contribution au développement de la Révolution mondiale. Chacun sait que la Révolution mondiale n'a qu'un but : substituer à l'oppression capitaliste la démocratie ouvrière. Il faut dire franchement la vérité. L'U. R. S. S., en Espagne, joue un jeu très trouble qui fait douter de la pureté de ses intentions. Il y a en Espagne un parti ouvrier, un parti puissant dont le dévouement à la Révolution ne saurait être mis en doute. Il s'agit du P. O. U. M. (parti ouvrier d'unité marxiste). Son chef, Maurin, a été fusillé par les rebelles. Ses adhérents sont tombés par centaines sur les champs de bataille. Ses milices tiennent le fascisme en échec et travaillent en collaboration constante avec les milices des autres partis. Tous ces titres n'empêchent pas que le P. O. U. M. ne soit, à l'heure actuelle, l'objet des attaques les plus violentes et, chose plus grave, des voies de faits des communistes espagnols. Ces attaques viennent de la bureaucratie communiste et les ouvriers de la base n'en sont pas participants. Mais le P. O. U. M. a un tort, un grand tort aux yeux des stalinien.

le journal du P. O. U. M. « Batalla » se voit interdit à Madrid. De Madrid la lutte passe à Barcelone. Une note du CONSULAT SOVIÉTIQUE accuse la presse du P. O. U. M. d'être vendue au fascisme international. La réponse du P. O. U. M. ne paraît dans aucun journal (sauf « la Batalla » naturellement) la censure étant intervenue. Sur la pression de qui ? Et d'obscur manœuvres, de louches trafics, des achats de conscience aussi s'effectuent pour que le P. O. U. M. cesse de faire partie du gouvernement catalan.

(Lire la suite page 2, 6^e colonne)



Milicien lançant une grenade

Il n'admire ni Staline ni son régime. Sur ce dernier point, il est rejoint par la C. N. T. et la F. A. I. Mais ceux-ci comptent les adhérents par millions et le P. O. U. M. par milliers. Toute la différence est là. Incapable de briser actuellement l'influence anarcho-sindicaliste, l'Internationale communiste s'attaque à un rival plus faible. Et, dès maintenant, l'on peut dire que la soviétisation de l'Espagne dépendra du plus ou moins de résistance que l'opinion ouvrière espagnole, que l'opinion publique mondiale, opposeront aux premières tentatives de l'I. C.

Membre actif du Front Populaire, le P. O. U. M. partage les responsabilités gouvernementales en Catalogne. Le P. S. U. C. (Parti socialiste unifié de Catalogne) ne l'aime guère et a pour lui les sentiments tendres du chat pour la souris. Mais la nécessité du moment fait taire toutes les divergences politiques et c'est uni que le Front populaire espagnol se batte contre le fascisme. Tout cela se passait avant l'aide soviétique. Depuis le P. O. U. M. se voit attaqué avec acharnement. Treball, l'organe du P. S. U. C. écrit tous les jours que les camarades du P. O. U. M. sont « les agents de Franco-Hitler-Mussolini » que d'ailleurs ce sont des agents avérés de la Gestapo puisque Trozky était l'allié du fascisme hitlérien « comme il a été prouvé au procès de Moscou ».

Quand se forma la « Junta de Defensa » de Madrid, en novembre, malgré le désir de la C. N. T. et des autres organisations espagnoles, le P. O. U. M. n'en fait pas partie. L'U. R. S. S. a posé son veto. SI LE P. O. U. M. FAIT PARTIE DE LA « JUNTE DE DEFENSE » L'U. R. S. S. CESSE LES ENVOIS D'ARMES. Et les événements suivent leur cours. Les J. S. de Madrid (Stalinisées à 100 0/0) éditent une affiche : « Il y a des traîtres au sein du Front populaire. Le P. O. U. M. et les Jeunesses Communistes Ibériques font alliance avec les fascistes à Burgos. Expulsez les fascistes du après une bande stalinienne met à Front Populaire » Peu de jours sac le local madrilène des J. C. I. et

RIPOSTONS !

LES FASCISTES SACAGENT LE LOCAL DU PARTI SOCIALISTE DU 13^e

Après le local des J. C. du 13^e dont les glaces furent brisées, il y a quelques semaines, c'est le tour du local du P. S. Gageons que si les fascistes avaient été victorieux aux élections, les organisations ouvrières n'auraient pas eu la possibilité de continuer leur action. Mais les fascistes ne sont nullement gênés par notre installation au pouvoir.

Nous avons maintes fois demandé aux J. C. du 13^e de constituer avec nous une milice pour chasser les fascistes de notre quartier. Sont-ils maintenant décidés à le faire ?

La loi sur la presse

A bas les lois Scélérates !

En critiquant celles des dispositions du projet de loi sur la presse voté par la Chambre qui sont susceptibles de renforcer la répression contre le mouvement révolutionnaire, nous restons fidèles à la tradition socialiste et même simplement républicaine.

Pour nous, le seul moyen de mettre fin aux abjectes campagnes de marlous du journalisme qui, faute de pouvoir atteindre nos idées, s'acharnent à salir nos hommes, comme aux scandaleuses manœuvres de la grande presse de déformation, est de soustraire tous les moyens d'expression de la pensée (presse, T.S.F., cinéma, etc.) à l'in-

fluence occulte ou patente du capital.

Certes, on trouve dans ce texte des mesures destinées, dans l'esprit de leurs auteurs, à vérifier l'origine des ressources de la presse, mais lorsqu'on les examine de près, on voit qu'elles sont absolument anodines ou bien aisément violables.

Ainsi, l'obligation pour tous les périodiques paraissant au moins trente fois par an d'être régis par des sociétés soumises au contrôle de cette loi de 1887 qui a permis le développement des trusts et toutes les escroqueries dont la petite épargne a été victime depuis 70 ans, ne gênera en rien les grands journaux qui sont déjà constitués en

sociétés, mais va infliger de nouveaux frais et tracasseries aux hebdomadaires ouvriers.

De même, la publication des noms des administrateurs et de ceux des actionnaires détenant au moins un dixième du capital social, ainsi que des bailleurs de fonds étrangers, n'empêchera nullement les subventions occultes de continuer à pleuvoir dans les caisses de la grande presse ou des petites feuilles de chantage. On prendra des hommes de paille comme administrateurs ou gros actionnaires, les recettes inavouables figureront à des postes « normaux » du bilan, tels que la publicité, etc...

Mais, à côté de ces dispositions inefficaces pour faire cesser le scandale de l'empoisonnement de l'opinion publique par une presse corrompue, figurent des « innovations » extrêmement dangereuses pour les partis révolutionnaires, car elles donnent à l'Etat bourgeois de nouvelles armes pour la répression de leur propagande.

Presse et grand Capital

Nos camarades ont pu apprendre, par les journaux, la mort tragique de Louis Delapré, envoyé spécial de Paris-Soir en Espagne, tué par les balles d'aviateurs rebelles montant un appareil de chasse allemand.

Tout le monde a reconnu le souci d'objectivité et de vérité que possédait ce malheureux journaliste. Mais ce qui nous révolte c'est de voir la direction de Paris-Soir exploiter la mort de son collaborateur, pour les besoins de sa publicité, en s'emparant de ces qualités si rares aujourd'hui chez un journaliste de la presse bourgeoise, pour vanter « l'absolue impartialité » de ce quotidien.

Est-ce donc un journal honnête et impartial que celui qui annonce tous les soirs, sous des titres aussi ronflants que mensongers, l'entrée des troupes rebelles dans Madrid ?

Est-ce donc un journal honnête et impartial que celui qui, lors de la guerre d'Ethiopie, traitait les troupes du Négus de « bandes errantes et désorganisées », tandis que les mercenaires de Mussolini étaient baptisés « régiments enthousiastes à fièvre allure » ?

Est-ce donc un journal honnête et impartial que celui qui, lors de la fameuse affaire Prince, bourra tant le crâne de ses lecteurs en inventant des faits inexistant : qui ne se souvient, en effet, de l'émouvante des-

cription des œufs au baron de Sir Basil Thomson, à Dijon, alors que ce détective était en Bretagne ?

Et puis, M. Jean Prouvost, que vous importe la mort d'un de vos collaborateurs, pourvu que celle-ci fasse augmenter le tirage du journal ? Auriez-vous fait tant d'agitation sur le nom de Louis Delapré si ces faits tragiques ne s'étaient pas produits ?

« Aucun souci du danger, courage froissant la témérité », a-t-on dit de ce malheureux journaliste. Peut-être, M. Jean Prouvost. Mais les lignes suivantes écrites sur lui, par un de ses camarades, ne constituent-elles pas autant d'accusations, et ne sont-elles pas une preuve de l'exploitation de votre personnel ?



— Les gouvernementaux remportent d'importants succès.
— Comment suis-tu ça ?
— Dame je lis : en Espagne rien à signaler.

« Il revenait, harassé, en pleine nuit (écrit H. Danjou). Pendant toute la nuit, il écrivait. Il fallait que sa dépêche fût prête à l'aube, quand l'avion partait pour Biarritz ou Lisbonne... Il fallait qu'il télégraphât pour l'édition de Paris-Soir. Il ne pensait pas plus aux risques qu'il courait qu'à sa propre fatigue, puisque Paris-Soir devait être informé avant tous les autres journaux du monde... Pendant plus de trois semaines, il ne nous fût pas possible de le faire dormir plus d'une heure chaque nuit quand il dormait... Il fallait que son article fût le plus complet pour l'édition de midi... »

Et toujours : « il fallait, il fallait !... » Louis Delapré avait en effet une femme et quatre enfants à nourrir !

Mais qu'importe à M. Jean Prouvost ! Ses filatures de Roubaix ne sont-elles pas en plein rendement ! Le tirage de ses journaux n'est-il pas excellent !

Un exemple de plus de la bassesse de la grande presse, dite « d'informations » ; un argument de plus pour nos camarades, dans leur propagande contre « la presse pourrie aux ordres du Capital. »

Tout d'abord, le projet transfère la compétence pour juger les délits de diffamation envers les personnes publiques et d'injure envers les corps constitués, armée, tribunaux, administrations publiques, de la Cour d'assises au Tribunal correctionnel, c'est-à-dire du jury réputé populaire aux magistrats de carrière.

La compétence du jury en matière de délits de presse constitue un des principes fondamentaux de la doctrine républicaine que libéraux et démocrates, de Royer Collard à Léon Blum, en passant par Gambetta et Pelletan, ont constamment défendu et qui n'a été violé que deux fois : par la Restauration au lendemain de l'assassinat du duc de Berry et par Napoléon III après le 2 décembre.

Toute la doctrine républicaine, depuis la Révolution Française, écrivait Léon Blum en janvier 1934, à propos d'un projet Chautemps-Raynaldi, prévoyant déjà la correctionnalisation de ces mêmes délits, s'inscrit contre une semblable innovation, car je ne veux pas me servir du mot de réforme. Le dix-neuvième siècle est rempli de ces débats. Toujours les républicains ont considéré que la compétence du jury en matière politique représentait l'une des conditions substantielles, l'un des éléments de la liberté de presse. C'est de ce point de vue que Léon Bourgeois, Brisson, Pelletan et tant d'autres combattaient les lois scélérates.

(Suite page 2)

Editorial

CONCILIATION ?

Conciliation partout. Ici, et en Espagne.

En France le patronat supportait avec bien des difficultés le droit de grève, que s'arrogeaient les ouvriers. Pourtant il connaît les règles de guerre d'usure. Les ouvriers ne pourront continuer tout le temps et renouveler constamment les grèves. Il y a la faim, les mécontents, l'égoïsme..., les jaunes. Aussi, peu importe les promesses arrachés, une signature est une formalité qui peut s'oublier.

Maintenant les grèves s'accompagnent de l'occupation des lieux de travail. Quel scandale, quelle manifestation abusive d'une force cohérente.

Aussi le patronat fait appel à l'Etat. Le faible, le patronal (sic) a droit de protection. C'est à l'Etat qu'on s'en remet pour régler les conflits. La classe ouvrière a démontré sa supériorité, eh bien ! c'est suffisant, elle n'a plus besoin de se manifester, l'Etat soucieux de conserver à chacun sa propre liberté, arbitra, jugera et rendra impartialement sa sentence.

De l'autre côté des Pyrénées, les barbares se sont dressés contre la volonté populaire. Mais on a laissé abandonnée à ses propres forces, cette volonté populaire. Mais ceux qui ont la raison, la légalité pour eux, mettent après des mois de sacrifices, en échec leurs ennemis. Pourquoi continuer ? Conciliations ? Arbitrons ! Mettons sur le même pied d'égalité, les conciliables et les innocents, et cela au nom de l'humanité, de la civilisation (avec des Majuscules !).

Partout donc au moment où les hommes de l'avenir, ceux qui veulent, parce que c'est leur seule condition de vie, se débarrasser des chaînes qui les enlacent, sont-ils rappelés à l'ordre au nom de la justice bourgeoise qui les opprime.

Au milieu d'une société où la guerre entre les classes, nourrie par des années de sourdes luttes, éclate sous toutes les formes, la paix sociale n'est-elle pas une duperie ?

La paix sociale n'est-elle pas la continuation de l'esclavage pour les uns et la possibilité

de domination pour les autres

Il faut vous remercier sans doute ! Messieurs les capitalistes, au cœur généreux et à l'esprit libéral. Mais avez-vous cherché la conciliation lorsque vous nous imposiez sans que nous puissions victorieusement riposter, vos salaires de misère et de chômage débilitant. Avez-vous essayez de concilier vos profits avec notre misère ! Non.

Avez-vous essayé en Espagne de concilier votre goût de la débauche et du luxe, avec la barbarie dans laquelle le paysan de la péninsule est jeté depuis des millénaires. Non !

C'est à notre tour. Vous avez donné au prolétariat le goût de la lutte, vous lui en avez fait connaître la nécessité. Aussi, le peuple n'acceptera pas cette nouvelle duperie. La lutte sur le front international est ouverte. Jusqu'au bout, nous la mènerons. Qu'en périssent vos usines, vos coffres-forts, votre démocratie hypocrite et qu'en crève votre nouvelle arme : le fascisme. Notre conciliation : c'est votre mort !

DÉFENSE PASSIVE

— Au Congrès du P.S.F. paraît que le colonel était en état d'alerte
— Oui il était complètement éteint.

